EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 28 mars 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 166 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Bruno CHAIX - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Michel DARY - Philippe DE SAINTDO - Jean-Claude DELAGE - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nouriaty DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY-VLASTO - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Jean HETSCH - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Roger MEI - Danielle MENET - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Muriel PRISCO - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Florian SALAZAR-MARTIN - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Signé le 28 Mars 2019

Reçu au Contrôle de légalité le 15 avril 2019

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Moussa BENKACI représenté par Irène MALAUZAT - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Jean MONTAGNAC - Jean-Louis BONAN représenté par Danielle MENET - Patrick BORÉ représenté par Patrick GHIGONETTO - Frédéric BOUSQUET représenté par Marie-France DROPY-OURET - Henri CAMBESSEDES représenté par Gaby CHARROUX - Jean-Louis CANAL représenté par Stéphane MARI - Philippe CHARRIN représenté par Daniel GAGNON - Jean-David CIOT représenté par Loïc GACHON - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Michel ROUX - Frédéric COLLART représenté par Dominique TIAN - Auguste COLOMB représenté par Philippe GINOUX - Robert DAGORNE représenté par Michel BOULAN - Sandra DALBIN représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Sandrine D'ANGIO représentée par Stéphane RAVIER - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Maxime TOMMASINI - Sophie DEGIOANNI représentée par Gaëlle LENFANT - Christian DELAVET représenté par Martine CESARI - Gilbert FERRARI représenté par Eric CASADO - Olivier FREGEAC représenté par Jean-Claude FERAUD - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Philippe GRANGE - Samia GHALI représentée par Roland CAZZOLA - Nathalie LAINE représentée par Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel LAN représenté par Roland GIBERTI - Eric LE DISSÈS représenté par Bruno CHAIX - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Bernard MARTY - Laurence LUCCIONI représentée par Stéphane PICHON - Rémi MARCENGO représenté par Gérard GAZAY - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Arnaud MERCIER représenté par Georges CRISTIANI - Danielle MILON représentée par Christophe AMALRIC - Virginie MONNET-CORTI représentée par Isabelle SAVON - Yves MORAINÉ représenté par Gérard CHENOZ - Patrick PADOVANI représenté par Josette VENTRE - Stéphane PAOLI représenté par Jacques BOUDON - Patrick PAPPALARDO représenté par Daniel HERMANN - Roger PELLENC représenté par Gérard BRAMOULLÉ - Christian PELLICANI représenté par Marc POGGIALE - Patrick PIN représenté par André JULLIEN - Roger PIZOT représenté par Jacky GERARD - Véronique PRADEL représentée par Michèle EMERY - Julien RAVIER représenté par Frédéric DOURNAYAN - Jean ROATTA représenté par Martine VASSAL - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Carine ROGER représentée par Claude VALLETTE - Patrick VILORIA représenté par Emmanuelle SINOPOLI.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - André BERTERO - Christine CAPDEVILLE - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Claude FILIPPI - Josette FURACE - Jean-Claude GAUDIN - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Christophe MASSE - Patrick MENNUCCI - Yves MESNARD - Serge PEROTTINO - Nathalie PIGAMO - Henri PONS - Roland POVINELLI - Marine PUSTORINO-DURAND - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Étaient présents et représentés en cours de séance Messieurs :

Hervé FABRE-AUBESPRY représenté à 14h40 par Joël MANCEL - Richard MIRON représenté à 15h04 par Didier PARAKIAN - Jean-François CORNO représenté à 15h43 par Arlette FRUCTUS.

Étaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Pierre COULOMB à 14h08 - Gérard BRAMOULLÉ à 15h04 - Karima ZERKANI-RAYNAL à 15h04 - Jean-Pierre SERRUS à 15h25 - Dany LAMY à 15h30 - Georges ROSSO à 15h30 - Nathalie FEDI à 15h33 - Lisette NARDUCCI à 15h35 - Elisabeth PHILLIPE à 15h35 - Antoine MAGGIO à 15h35 - Marie MUSTACHIA à 15h35 - Marie-Laure ROCCA SERRA à 15h35 - Jean-François CORNO à 15h43 - Daniel GAGNON à 15h45 - Stéphane RAVIER à 15h50 - Jean HETSCH à 15h55.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

ENV 006-5761/19/CM

■ Approbation du schéma directeur du réseau de chaleur de Salon de Provence MET 19/10199/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

- La compétence réseaux de chaleur au sein de la Métropole

En application de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix Marseille-Provence est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur et de froid urbains. Au regard de l'échelonnement du transfert de compétences prévu par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole Aix Marseille-Provence exerce de plein droit cette compétence depuis le 1^{er} janvier 2018. Par délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 cette compétence est gérée à l'échelon métropolitain.

La Métropole est ainsi désormais compétente pour la gestion du réseau de chaleur de Salon-de-Provence qui dessert le quartier des Canourgues et le centre hospitalier.

- Le réseau de chaleur de Salon-de-Provence

Cet équipement a été réalisé à la fin des années 60 pour répondre aux besoins consécutifs à l'urbanisation de la ZAC des Canourgues. Dès l'origine, un contrat de concession d'une durée de 30 ans a été conclu avec un groupement d'opérateurs (Coriance et Dalkia, groupés au sein de la société dédiée S.T.S.P.). La délégation de service public du réseau de chaleur a pour objet de produire et de distribuer la chaleur nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire. Ce contrat a été prolongé jusqu'en octobre 2020, soit une durée de près de 50 ans au total, en intégrant des évolutions formalisées par 12 avenants, dont les plus marquantes sont l'abandon du fioul lourd et la mise en place de cogénération. La production de chaleur actuelle utilise 100% d'énergie fossile (gaz).

- Le cadre national des schémas directeurs de réseau

La loi sur la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 a permis de rappeler le rôle important des réseaux de chaleur et de froid pour l'efficacité énergétique et la distribution des énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) locales qui constituent aujourd'hui 40% du mix énergétique des réseaux de chaleur. Cette loi fixe donc un objectif ambitieux en matière de chaleur renouvelable, incitant fortement au développement des réseaux de chaleur ou, au moins, à leur conversion aux énergies renouvelables : elle vise la multiplication par 5 de la quantité de chaleur et de froid renouvelable et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid d'ici à 2030.

Cette loi rend également systématique la réalisation d'ici à 2019 d'un schéma directeur pour les réseaux de chaleur ou de froid en service depuis le 1^{er} janvier 2009.

En parallèle, l'Etat a confirmé et renforcé le fonds chaleur, qui permet de soutenir les investissements pour des réseaux distribuant plus de 50% d'EnR&R. Cependant, l'existence d'un schéma directeur est exigé par l'ADEME pour toute demande d'aide à l'investissement sur un réseau de chaleur existant (extension, densification, chaufferie).

- Le schéma directeur du réseau de chaleur de Salon-de-Provence

Le réseau de chaleur de Salon-de-Provence est ainsi soumis à l'obligation de réaliser un schéma directeur du fait de son ancienneté. Par ailleurs, le contrat de concession encadrant actuellement la gestion du réseau arrivant à terme en octobre 2020, il est nécessaire de lancer, au premier semestre 2019, la procédure de renouvellement de cette délégation de service public. Pour ce faire, le schéma directeur constitue un outil indispensable comme précisé ci-dessous.

La démarche de schéma directeur a donc été lancée par la commune de Salon-de-Provence fin 2017, antérieurement au transfert à la Métropole, par la notification d'un marché d'assistance à maîtrise

Signé le 28 Mars 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 15 avril 2019

d'ouvrage couvrant à la fois le bilan de la DSP en cours, l'élaboration du schéma directeur et l'accompagnement au renouvellement de la DSP. Les travaux relatifs au schéma directeur ont eu lieu tout au long de l'année 2018 pour se terminer en février 2019. La démarche a en effet connu un léger retard du fait du transfert de compétence et du délai de prise en main de ce nouveau sujet par l'équipe métropolitaine.

Le schéma directeur est élaboré de manière concertée avec l'ensemble des parties prenantes du réseau (service métropolitain en charge de l'énergie, services métropolitains et territoriaux en charge du renouvellement urbain, services de la Ville, bailleurs sociaux, syndicats de copropriété, représentants des usagers, ADEME, Région, etc.), conformément à la méthodologie recommandée par l'ADEME.

Un comité de pilotage a été constitué pour contrôler la réalisation et valider ce schéma. Ce comité est présidé par Madame Béatrice Aliphat, conseillère métropolitaine chargée de l'industrie et des réseaux d'énergie et il réunit des élus représentant le Conseil de territoire du Pays Salonais et la Ville de Salon-de-Provence, ainsi que des représentants de la direction régionale de l'ADEME et les services de la Région Sud, deux institutions susceptibles de contribuer au financement des investissements à réaliser sur le réseau.

Le schéma directeur repose sur un diagnostic technique et financier du contrat en cours et de son exécution, réalisé en 2018. Il consiste ensuite à étudier les perspectives d'évolutions du réseau de chaleur dans le contexte actuel de transition énergétique, au regard des ambitions de la Métropole en la matière. Pour cela, ont été étudiés les points suivants sous les angles techniques, économiques et environnementaux :

- les optimisations possibles du réseau actuel, les opportunités de densification et d'extension de ce réseau en regard notamment des projets urbains (le réseau se situant dans un quartier relevant du NPNRU) ;
- les différentes sources d'énergie renouvelable ou de récupération mobilisables ;
- la question de la localisation des moyens de production de chaleur ;
- les services attachés à la fourniture de chaleur aux usagers (tarification, qualité de service, aspects contractuels, etc.).

Le fruit de ce travail est traduit au sein du schéma directeur qui décrit un scénario optimisé de production et de distribution de chaleur dont la faisabilité technico-économique est vérifiée. Le scénario ainsi retenu prévoit la construction d'une nouvelle unité de production EnR au sud de la ville, à proximité immédiate des gros axes routiers afin de faciliter l'approvisionnement. La chaufferie actuelle est conservée en appoint-secours, ce qui permet de réajuster les puissances installées et de maintenir les deux sites en dessous du seuil d'Autorisation ICPE. Le maillage de ces deux sites de production permet de couvrir potentiellement l'ensemble de la ville telle qu'elle se présente aujourd'hui et offre la possibilité d'accompagner l'urbanisation prévue dans les documents d'urbanisme, vers l'ouest. L'exercice montre que, malgré des hypothèses très ambitieuses de réduction des consommations du parc immobilier desservi, qui pénalisent le réseau par une baisse des puissances appelées, l'équilibre économique reste favorable pour l'utilisateur.

Le schéma directeur ainsi établi permet de fixer des objectifs à atteindre pour le renouvellement de la DSP, sans toutefois contraindre la solution effectivement mise en œuvre à suivre exactement le scénario décrit. Il s'agit de déterminer un niveau d'exigence ambitieux et réaliste à atteindre dans l'intérêt du service public et de permettre le jugement, sur cette base, des propositions qui seront faites par les candidats au nouveau contrat de concession. Les objectifs majeurs retenus par le comité de pilotage, en conclusion du schéma directeur, sont les suivants :

- Délocalisation de la production industrielle de chaleur hors du centre urbain
- Refonte des outils de production pour atteindre un taux de couverture par des énergies renouvelables de 65% a minima
- Extension du périmètre du réseau sur l'ensemble de la commune de Salon-de-Provence

Il est ainsi proposé d'approuver le schéma directeur établi pour le réseau de chaleur de Salon-de-Provence et validé par le comité de pilotage, le document complet étant joint en annexe de ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant sur l'organisation de la compétence énergie au sein de la Métropole ;
- L'avis du Comité de pilotage du schéma directeur du réseau de chaleur de Salon-de-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le réseau de chaleur de Salon-de-Provence est soumis à l'obligation de réaliser un schéma directeur qui permet d'étudier les évolutions possibles du service public de distribution de chaleur à Salon-de-Provence dans une perspective de transition énergétique.
- Que le schéma directeur ainsi réalisé démontre l'intérêt pour les usagers ainsi que la faisabilité technique et économique d'étendre ce réseau à la totalité de la ville de Salon-de-Provence et convertir ses moyens de production aux énergies renouvelables.
- Que ce schéma directeur a été élaboré selon une méthodologie encadrée par l'ADEME et basée sur une large concertation locale et qu'il a été validé par un comité de pilotage composé d'élus représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de territoire du Pays Salonais et la Ville de Salon-de-Provence.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le schéma directeur, joint en annexe, du réseau de chaleur de Salon-de-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
La Conseillère Déléguée
Industrie et Réseau d'énergie

Béatrice ALIPHAT

Signé le 28 Mars 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 15 avril 2019